

LES VISAGES ACTUELS DE L'IMPERIALISME EN AFRIQUE.

Le 4 décembre 2004, l'AFASPA organisait une journée d'étude pour ses adhérents sur le thème « quel est le rôle des impérialismes dans l'Afrique actuelle ? » Nous avons décidé de publier pour nos lecteurs dans ce numéro un condensé du rapport introductif, enrichi par la discussion. Aujourd'hui l'Afrique.

L'impérialisme existe-il encore ?

« Impérialisme » n'est pas un terme péjoratif, distribué au hasard, chaque fois que l'on veut dénoncer une politique extérieure qui ne nous convient pas. C'est une réalité définie par les dictionnaires Larousse ou Quillet comme « une politique d'expansion et de domination d'un pays ou d'un état par un autre état ». La définition marxiste va plus loin, qui en fait depuis les travaux de Lénine et Rosa Luxemburg au début du 20^{ème} siècle, une conséquence inéluctable du capitalisme parvenu à un stade de concentration très forte des entreprises, contrôlées par une oligarchie financière née de la fusion entre capital bancaire et capital industriel. Confrontée aux crises régulières de « surproduction », cette oligarchie a toujours besoin de nouveaux débouchés pour exporter les marchandises produites et surtout les capitaux à la recherche de profits. D'où cette course sans pitié aux « zones d'influence », par le biais des états les plus puissants, le partage du globe au 20^{ème} siècle en empires coloniaux concurrents, les conflits entre puissances impérialistes générant deux guerres mondiales successives, etc.

La décolonisation qui a suivi l'écrasement du nazisme, l'indépendance formelle des pays d'Afrique et d'ailleurs après 1960, n'ont rien changé sur le fond et ont laissé jusqu'à aujourd'hui persister un système impérialiste changeant simplement de forme au fil du temps. Dans notre monde très inégalitaire dominé par quelques grandes puissances hyper développées économiquement (le G7), à la tête desquelles les USA font figure de leader mondial depuis la disparition de l'URSS, les trois quarts des « pays du sud », l'Afrique notamment, sont en état de sujétion, réduits comme à l'époque coloniale à vendre des matières premières et à acheter des produits industriels que le sous-développement économique ne leur permet pas de fabriquer. Cette réalité de la domination impérialiste a des formes multiples : politiques et diplomatiques (des accords inégaux donnent depuis 1960 à l'état français un droit de regard sur les choix des gouvernements africains des anciennes colonies), économiques (la vague de privatisation en Afrique depuis 15 ans a entraîné une véritable « recolonisation » par des intérêts étrangers de services aussi vitaux que l'eau, l'énergie, le téléphone), militaires, (depuis les indépendances, l'état français conserve dans ses anciennes colonies africaines des bases militaires), culturelles (les infos radios et télé, les films projetés en Afrique sont pour l'essentiel d'origine occidentale et diffusent le mirage de sociétés occidentales où, certes, il y a des méchants et des gentils, mais où tout le monde vit dans l'opulence).

Les définitions de l'impérialisme citées plus haut sont donc plus que jamais valables à quelques nuances près :

- 1) Lénine en faisait le stade « suprême » du capitalisme, ce qui a trop souvent été compris comme un stade terminal, prémices d'une société nouvelle supérieure et pacifique. Le monde actuel montre que cet optimisme naïf est erroné : le capitalisme, l'impérialisme ont démontré leur capacité à se transformer, à durer, à se renforcer même.
- 2) depuis un siècle, la concentration capitaliste s'est poursuivie à un point tel que l'économie mondiale est actuellement dominée par des sociétés industrielles et financières transnationales, dont le chiffre d'affaires dépasse pour certaines le total des budgets des états d'Afrique : Général Electric (mat.électronique) dont le siège est aux USA, dépasse

500 milliards de dollars d'actifs, pour 310 000 salariés. Le Sénégal, 10 millions d'habitants, a un PNB de moins de 5 milliards de dollars ; le Nigeria, géant africain, peuplé de 130.000.000 d'habitants, ne dépasse pas 37 milliards de dollars de PNB ! Sur les 25 premières sociétés transnationales non financières du monde, 6 ont leur siège aux USA (1402 milliards de dollars d'actifs, dont 35 % à l'étranger. 503 000 salariés, dont 50 % à l'étranger), 4 au Royaume-Uni et Pays-Bas, 4 en Allemagne, 3 en France, 2 au Japon, 2 en Suisse, 1 en Italie, 1 en Espagne, 1 en Australie, 1 à Hong-Kong : ce qui correspond à la liste des états impérialistes les plus actifs. Pour la France ce sont Vivendi (activités très diverses, 123 milliards d'actifs dont 74 % à l'étranger, 381 000 salariés dont 67 % à l'étranger), Total, Fina, Elf (pétroliers, 78 milliards de dollars d'actifs dont 89 % à l'étranger, 122 000 salariés, dont 56 % à l'étranger) et Suez (électricité, gaz et eau, 79 milliards de dollars d'actifs dont 87 % à l'étranger, 188 000 salariés dont 68 % à l'étranger) : on sait le rôle de Elf dans les pays d'Afrique, ceux du golfe de Guinée par exemple ! (source CNUCED).(1)

- 3) Comme au début du 20^{ème} siècle, l'impérialisme s'impose toujours par le biais des états dépositaires de la puissance diplomatique, militaire, qui leur permet l'ingérence. Ne nous laissons pas leurrer par le discours « libéral » sur le « moins d'état ». Les seuls états contraints à un véritable démantèlement sont ceux d'Afrique et des pays soumis à l'impérialisme ; les états impérialistes eux, cherchent à se débarrasser de leurs dimensions protectrices (plus d'« état providence ») mais n'ont cessé de renforcer leur puissance militaire et diplomatique, leurs capacités d'intervention et de domination (cf. notamment l'hyper-puissance militaire des USA) .

• On peut se demander si l'impérialisme dans toutes ses dimensions n'est pas plus présent aujourd'hui dans la vie quotidienne des Africains qu'à l'époque coloniale : le paysan d'un village de brousse de l'AOF en 1930 ne consommait que ce qu'il produisait, lait ou mil ; Il ne ressentait l'oppression coloniale qu'épisodiquement, quand passait le collecteur d'impôts ou le recruteur du travail forcé. Son descendant, paysan dans le même village, se nourrit de riz venu de pays lointains, vend les arachides ou les gousses de cacao qu'il a cultivées : cela au prix fixé dans une lointaine bourse occidentale...

Où en est l'impérialisme français ?

Il existe toujours, surtout en Afrique, multiforme et prédateur comme il y a 30 ans, quand l'AFASPAA a été créée pour le dénoncer et le combattre.

• **Il est diplomatique et politique** : l'influence de l'état français sur les dirigeants politiques des états d'Afrique s'exerce depuis 40 ans par le biais des réseaux d'influence, dont les plus efficaces passent par les services secrets (SDECE et autres) autant que par les ambassades. Dans leurs mémoires, les gaullistes Foccart et Maurice Robert (« ministre de l'Afrique » ; Seuil 2004), ne se cachent pas d'avoir durant des décennies, choisi des chefs d'état africains, organisé des coups d'état et l'assassinat de ceux qui refusaient les ordres de Paris. Ces réseaux ont évolué, changé d'inspirateurs, ils sont toujours présents : après ceux de Foccart des années 70, ce furent ceux de Mitterrand et de Pasqua dans la décennie 90 : ce sont aussi aujourd'hui les filières ultra libérales qui relient des politiciens africains comme Wade du Sénégal et des politiciens français comme Madelin. (2) (3).

• **La dimension économique** demeure importante. Les sommes versées par l'état français au titre de « l'aide publique au développement » (APD) tournent aujourd'hui autour de 0,33% du PIB, ce qui correspond à la moyenne des états européens, mais dépassent de loin celles consacrées à l'APD par les Etats-Unis (0,10 % du PIB). Ces aides ont pour but premier de

créer des marchés aux entreprises françaises ; une partie de l'APD revient en France, dans les caisses de sociétés comme Bouygues, Bolloré ou Delmas, attributaires de grands travaux en Afrique. La France demeure le premier fournisseur et le premier client de l'Afrique, surtout de matières premières agricoles (arachide, cacao, coton) ou industrielles (minerai de fer, d'uranium, diamants, bois), qui ont perdu depuis 1980 une grande partie de leur valeur face aux produits usinés importés ; Dans certains pays d'Afrique (le « Pré-carré »), les sociétés françaises dominent l'économie (le tiers du capital en Côte d'Ivoire, le pétrolier Elf au Gabon et Congo-Brazza, etc.) Les privatisations en cours depuis 10 ans (eau, électricité, téléphone) ont accru cette emprise ; (4)

• **Depuis 1960, l'impérialisme français en Afrique est militaire.** Dès l'indépendance, une dizaine d'états ont avec la France des « accords de défense » qui donnent à l'ancienne métropole coloniale le droit d'intervenir militairement dans le pays africain signataire « pour sa défense intérieure et extérieure » ; à partir de 1960, la France dispose en Afrique de bases, au total plus de 8 000 hommes en 1997. Entre 1960 et 1998, la France a accompli 60 interventions militaires en Afrique, dont 6 seulement répondant à une agression extérieure. 23 de « maintien de l'ordre », 14 aboutissant à un changement de régime et 16 qualifiées, souvent abusivement, d'humanitaires. C'est dire que cet interventionnisme militaire a eu pour objectif essentiel d'assurer l'accession ou le maintien au pouvoir de gouvernements africains favorables à l'alignement sur la France. On constate un certain désengagement en 1998 par le gouvernement Jospin (moins de soldats sur les bases, au profit des forces aéroportées d'intervention) : la désastreuse opération Turquoise au Rwanda en 1994 n'avait réussi ni à maintenir le régime en place allié de la France, ni à empêcher le génocide ; et un évident réengagement militaire de la France porté par Chirac ces dernières années : En 2004, plus de 10 000 soldats français sont en Afrique, dont plus de 4 000 en seule Côte d'Ivoire : **le plus fort contingent occidental dans le continent.**

Par ailleurs la France, depuis l'indépendance, forme les cadres des armées et gendarmeries de ses partenaires africains : aujourd'hui encore, elle y consacre environ 30 millions d'euros par an.(5)

• **Cet impérialisme français a aussi une dimension culturelle,** qui s'exprime notamment par la radio RFI, plus écoutée parfois en Afrique que les émetteurs nationaux, parce que disposant de beaucoup plus de moyens ; RFI dépend directement du Quai d'Orsay et exprime ses points de vue ; il s'exprime aussi par la « Francophonie », club de chefs d'états pro-français dirigé par Abdou Diouf et financé par Paris ; leur récente rencontre à Ouagadougou a montré qu'au-delà d'une certaine défense de la langue française, leur souci premier était de soutenir les positions de la France (en Côte d'Ivoire notamment).

• **L'impérialisme a toujours eu une dimension migratoire.** Les énormes progrès de la société française durant le 20^{ème} siècle n'ont pu être faits que grâce aux travailleurs émigrés venus du Maghreb et d'Afrique noire peupler les usines françaises (et parfois les bidonvilles !) ; Du fait des mutations de l'économie française à partir des années 80, cette émigration africaine a diminué en nombre et changé de nature en se perpétuant. La France se ferme aux migrants non qualifiés qui formaient autrefois le peuple des O.S. chez Renault ou Citroën, mais elle continue à ponctionner en Afrique des gens qu'elle n'a pas eu la peine de former, qualifiés et souvent attirés par le mirage occidental de prospérité générale que répandent en Afrique cinémas et télévisions. Les migrations actuelles, véritable pillage des cerveaux et des capacités africaines, sont une des formes de l'impérialisme aujourd'hui.

• **Enfin, l'impérialisme contemporain, se manifeste par des délocalisations** vers les pays d'Afrique à bas salaires et forts taux de profits. Les salariés malgaches des « zones franches »

fabriquent des tee-shirts qui se vendent à Paris l'équivalent de leur salaire mensuel. ! Ces délocalisations qui démantèlent la classe ouvrière en France, ne se font pas au profit des peuples d'Afrique ; on transfère des emplois, pas les centres de décision des entreprises, et ces créations de postes de travail sous-payés sont toujours temporaires : on trouvera toujours moins cher ailleurs...

• **L'impérialisme français est donc toujours très présent en Afrique, et tout aussi prédateur qu'autrefois.** Mais le concept de « Françafrique » pour le caractériser est réducteur car il se réfère souvent à un système de réseaux ancien qui évolue très vite ; Et surtout parce qu'il limite les responsabilités en Afrique au seul impérialisme français, alors que celui-ci agit dans le cadre d'un système impérialiste mondialisé, en concertation avec des organismes internationaux (Banque Mondiale et FMI, OMC, OTAN et Communauté européenne, ONU) et en compétition avec d'autres impérialismes, à commencer par celui, conquérant en Afrique, des USA.

Les visages mondialistes de l'impérialisme

L'impérialisme français de 2004 s'insère délibérément dans un système impérialiste mondialiste, exprimé par de multiples organismes supranationaux ; le substrat de ce système est constitué par les sociétés multinationales, dont le siège social est situé dans la mouvance d'un état impérialiste mais dont le capital peut provenir de nombreux pays. Ainsi, une grande partie de la bourgeoisie française possède des actions de transnationales centrées aux USA, ce qui explique son attirance pour les choix atlantistes (cf. l'évolution de la droite avec Sarkozy). Dans la plupart des pays d'Afrique, les Ambassades de France ont pour rôle essentiel de convaincre les dirigeants politiques locaux d'appliquer avec célérité les prescriptions du FMI et de l'OMC.

• Les plus influents de ces organismes supranationaux sont **la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International** théoriquement placés sous l'égide de l'ONU, en fait, contrôlés exclusivement par les quelques états les plus puissants financièrement (USA et G7). Ils contrôlent la dette des pays d'Afrique, qui non seulement ponctionne en remboursement plus que les états africains ne reçoivent en « aides » financières, mais surtout contraint les gouvernements africains, s'ils veulent obtenir les crédits nécessaires à la survie de leur économie et de leur état (ne serait-ce que pour payer les fonctionnaires), à accepter les « plans d'ajustement structurels » : privatisation, restriction des services publics, d'où la croissance de l'économie « informelle » et le démantèlement du poids des états dans leur dimension protectrice, remplacés dans ce rôle souvent par des ONG occidentales dont le budget dépasse parfois le leur. Il serait absurde de nier l'altruisme de ces milliers de « fous d'Afrique » occidentaux qui se consacrent, parfois au péril de leur vie, à des actions humanitaires ou caritatives en Afrique ; Il reste qu'une foule d'ONG, parfois détournées de leur vocation originale, nourries pour l'essentiel de fonds publics occidentaux, sont devenues des sinécures pour des « missionnés », parasites des maux de l'Afrique, qui vont d'hôtel de luxe en hôtel de luxe, en 4/4 rutilant : dans certains pays de la corne de l'Afrique, le véhicule tout terrain neuf est appelé par les habitants pas dupes « un ONG »...(6)

• **L'organisation Mondiale du Commerce (OMC)** devient peu à peu le carcan le plus efficace au service de l'impérialisme. Chargé d'organiser le commerce mondial selon l'évangile « libéral » de la loi du marché et de la liberté absolue du commerce, il contrôle les prix des matières premières (à la baisse) et des produits fabriqués (à la hausse) au profit des décideurs économiques les plus puissants ;(7)

- **La communauté européenne et l'OTAN**, bras armé conjoint des puissances occidentales, jouent d'ores et déjà, un rôle important dans les zones de conflit africains, notamment en finançant les forces africaines ou autres, appelées à intervenir selon ses choix dans un conflit du continent subsaharien. Ce fut le cas pour la force d'intervention en Ituri (nord-est de la RDC en 2003 et en Côte d'Ivoire en 2004). L'Europe, l'Otan ont fait leur la doctrine du « droit d'ingérence », nouvelle mouture du droit colonial.(8)
- Enfin, la caution donnée par l'ONU à une intervention militaire en Afrique ne garantit en rien son caractère non impérialiste, parce que le Conseil de sécurité est totalement inféodé aux grandes puissances ; Ainsi, non seulement ce Conseil de sécurité a confié à la France, ex-puissance coloniale, un rôle de « pacificateur » en Côte d'Ivoire, mais il a, en novembre 2004, approuvé à l'unanimité, sans état d'âme, le mitraillage inacceptable des manifestants ivoiriens par les forces françaises.

L'impérialisme des USA à l'offensive

Le développement des dimensions mondialistes de l'impérialisme n'empêche pas la persistance des contradictions inter impérialistes ; elles sont très fortes en Afrique, surtout entre un impérialisme français sur la défensive qui a hérité de son histoire une influence disproportionnée par rapport à sa puissance sur l'échiquier mondial, et un impérialisme étasunien conquérant, qui progresse partout, de l'Afrique australe aux grands lacs, de la Corne au Maghreb et au Sahel, notamment depuis la disparition de l'URSS. Sa pénétration est multiforme.

- **Elle est idéologique**, par le biais d'ONG aux gros moyens, fortes de personnels qualifiés n'hésitant pas à vivre à l'africaine et à parler les langues africaines, souvent liées à la CIA (Peace Corps) ; par celui de prédicateurs « évangélistes » liés à ceux proches du pouvoir aux USA ; leurs moyens financiers leur permettent de développer une audience populaire très vaste dans des populations urbaines en pleine crise sociale ; et certains sont les conseillers très influents de chefs d'état (Moïse Koré près du président Gbagbo et de son épouse).
- **Elle est politique et diplomatique**, par la multiplication des voyages officiels depuis Clinton, et de missions très nombreuses qui mettent souvent en avant des diplomates ou financiers afro-américains. Une nouvelle génération de politiciens ou banquiers africains, souvent formée aux principes du libéralisme économique par leur passage dans les universités américaines ou les bureaux du FMI, de l'OMC ou de l'ONU, se font volontiers les vecteurs de l'influence des USA (Wade, président du Sénégal, Ouattara, prétendant au pouvoir en Côte d'Ivoire et ex-cadre de la Banque mondiale, etc.)
- **Elle est économique**, par le biais des multinationales en quête de profits et des ressources minières ou énergétiques d'importance stratégique : elles étaient largement présentes dans le pillage organisé de l'est de la RDC occupé par les troupes rwandaises et ougandaises ces dernières années (largement dénoncé dans plusieurs rapports de l'ONU) ; elles sont très intéressées par les minerais rares qui en proviennent (le coltan, nécessaire à la téléphonie portable, l'uranium, les diamants, etc.) et tout autant par les ressources pétrolières des divers pays du Golfe de Guinée, de l'Angola au Tchad et Cameroun : selon certains experts, cette zone serait appelée à fournir dans 20 ans jusqu'au tiers des approvisionnements US !(9)
- **Elle est militaire** : dans ce domaine, la présence des USA se fait essentiellement par le financement de militaires africains : en 2002, le programme de formation militaire financé par Washington dans 7 pays d'Afrique, de l'Ethiopie au Nigeria, a concerné 1500 officiers, pour un coût de 10 millions de dollars (sur un total de fonds US « d'aide militaire » de plusieurs dizaines). Au nord du Sahara, les USA envoient des techniciens et du matériel aux

gouvernements en lutte contre les bandes armées islamistes, alors même que la CIA a longtemps regardé avec complaisance le GIA algérien dont certains responsables ont longtemps résidé et agi depuis New York ou Londres ; La base militaire de Djibouti, exclusivement française il y a 20 ans, est aujourd'hui essentiellement étasunienne, dans le cadre du dispositif de surveillance de la Corne de l'Afrique et du Moyen Orient.(10) (11) (12)

Le choc des impérialismes et les conflits africains

- Il serait absurde de défendre un impérialisme contre son concurrent : Ils sont tous aussi néfastes aux peuples africains. Mais ce n'est nullement dédouaner l'impérialisme français que de constater le rôle essentiel de l'impérialisme étasunien dans l'explosion de guerres et de massacres qui ravagent le continent africain. Il est nécessaire de discerner le choc des impérialismes dans quelques conflits d'une Afrique qui n'est plus celle des années 60 à 80.
- Ainsi, pour la succession d'événements dramatiques de **l'Afrique médiane** depuis 10 ans (génocide au Rwanda en 1994, au moins 3 millions de morts à l'est du Congo-Zaïre (RDC) occupé et pillé par les troupes du Rwanda et de l'Ouganda, nouvelles menaces de guerre aujourd'hui), on peut, on doit critiquer l'impérialisme français soutenant le régime ami de Habyarimana au Rwanda jusque pendant le génocide, envoyant l'expédition Turquoise en 94 sous des prétextes humanitaires pour tenter sans succès de le sauver, défendant le régime prédateur de Mobutu jusqu'à l'absurde en 1996 parce qu'il était le féal de Paris ; mais il faut aussi dénoncer le rôle des USA laissant se dérouler le génocide de 1994 au Rwanda parce qu'il permettait à ses protégés du FPR rwandais de parvenir au pouvoir à Kigali, soutenant le renversement de Mobutu pour mettre en place à Kinshasa un régime parrainé par le Rwanda (et les USA), puis l'occupation et le pillage de l'est de la RDC par les forces rwandaises et ougandaises : tout cela pour des raisons géostratégiques impérialistes, sans se préoccuper des millions de cadavres africains que ce « kriegspiel » a entraîné.(13)
- Autre exemple, **le Nord-est de l'Afrique**, où les USA solidement implantés en Ethiopie, Ouganda et Egypte, se préoccupent beaucoup du Soudan, longtemps laissé à sa guerre nord-sud (plus d'un million de morts), depuis notamment que les gisements pétroliers s'y sont révélés importants. N'ayant pas réussi à obtenir du gouvernement soudanais la mainmise sur le pétrole, les USA cultivent une nouvelle guerre civile à l'ouest du pays (Darfour), parent les rebelles séparatistes de cette région proche du Tchad de toutes les vertus et accusent le gouvernement central de tous les crimes et de génocide pour tenter d'y justifier une intervention militaire. Avec le risque d'un nouvel Irak africain si l'on se laisse prendre à la démagogie US et si les gouvernements d'Afrique ne savent s'opposer à l'ingérence.(14)
- Au nord-est de l'Afrique, l'Ethiopie, Djibouti, l'Ouganda, l'Egypte sont dirigés par des gouvernements dévoués aux USA, y compris ceux dirigés par d'anciens guérilleros « marxistes-léninistes » convertis par l'appât du pouvoir au plus pur libéralisme. Ainsi en Erythrée ou en Ouganda avec Museveni ; On pourrait mesurer aussi cet alignement progressif sur l'impérialisme US d'une partie des anciens dirigeants de la lutte nationale, prétendument marxistes il y a 15 ans, en Angola, Botswana et dans l'ensemble de l'Afrique australe.(15)
- Autre secteur en pleine crise depuis des années, devenue explosive en novembre 2004, la **Côte d'Ivoire**, clef de toute l'Afrique occidentale. Il ne saurait être question de diminuer les responsabilités de l'impérialisme français, qui contrôle économiquement, militairement et politiquement ce pays depuis son indépendance nominale en 1960. Et le mitraillage meurtrier de manifestants en novembre 2004 a rendu la mainmise française encore plus indéfendable. Ceci dit, le rôle à peine occulté des USA dans la genèse du conflit ivoirien et son aggravation saute aux yeux de tous les observateurs. D'ores et déjà, grâce aux privatisations et au

démantèlement de la Caisse nationale de stabilisation qui garantissait aux producteurs un prix minimum, la commercialisation du cacao est en grande partie aux mains d'une société nord-américaine. Et de nombreuses questions restent encore sans réponse : qui a ordonné le bombardement de la base française de Bouaké, prétexte à l'aggravation de la situation, alors que des techniciens israéliens (MOSSAD ? CIA ?) guidaient les avions ivoiriens vers leurs cibles ?(16)

Les comparses de l'impérialisme

Le déclenchement des conflits en Afrique n'est pas de la seule responsabilité des impérialismes les plus forts dans le continent, étasunien, français, « européen », etc. L'implication de volontés impériales secondaires est souvent très lourde, qu'elles agissent en simples porte-paroles ou supplétifs des prédateurs majeurs, ou à leur profit exclusif (les deux se combinent souvent).

- Ainsi, **des anciennes puissances coloniales** comme Royaume Uni et Pays Bas, très liées aux USA (ce sont pour l'essentiel des soldats britanniques qui « pacifient » Libéria et Sierra Léone, Portugal, Italie, Allemagne, qui agissent surtout par le biais de la communauté européenne.
- Ainsi, pour Israël, très présent dans de nombreux pays d'Afrique noire par ses services secrets (Mossad), ses conseillers militaires et de sécurité ; cela en coopération avec les USA mais aussi par des trafics spécifiques (ventes d'armes, de diamants, etc.)
- Evidemment, les volontés de conquête et pillage à leur profit de **certaines dirigeants des états africains** ne doivent pas être sous-estimées, elles s'ajoutent aux calculs géopolitiques des grandes puissances qui les soutiennent et les débordent parfois :
- Ainsi, l'Ouganda de Museveni et surtout le Rwanda de Kagame ont déjà conquis et mis au pillage l'est de la RDC et les dirigeants de Kigali s'approprient fin 2004 à une nouvelle aventure conquérante ; Le Maroc maintient son occupation du Sahara occidental et refuse toute solution d'auto-détermination grâce au soutien de la France et à l'ambiguïté des USA.
- L'action d'autres gouvernants africains est parfois très complexe, on ne peut en juger qu'au cas par cas : la Libye de Khadafi, quelles que soient ses contradictions, a une influence positive, en Afrique sahélienne, quand elle finance des profits qui, autrement le seraient par l'Arabie Saoudite intégriste ou le FMI et ses diktats impérialistes. Mais aujourd'hui, Khadafi se rapproche des puissances occidentales pour obtenir leur assentiment à un leadership libyen en Afrique... L'Afrique du sud, libérée de l'apartheid, seule puissance industrielle du continent, reste un pays capitaliste dans lequel l'héritage des combats de libération nationale et le mouvement ouvrier sont forts. Les stratèges de Washington s'efforcent d'en faire un relais de leur influence diplomatique et économique en Afrique et trouvent une oreille complaisante auprès d'une certaine bourgeoisie noire sud-africaine. Les interventions nombreuses du président Mbeki (Congo, Côte d'Ivoire) reflètent cette complexité.
- Aujourd'hui **la Chine**, grande puissance en devenir, devient de plus en plus active en Afrique, d'Algérie au Soudan et au Gabon. Elle peut avoir un rôle progressiste quand elle permet à un pays africain d'échapper au tête à tête avec les multinationales occidentales. Ceci dit, le développement impétueux de l'économie chinoise se fait sur la base d'un capitalisme brutal qui peut à l'avenir, devenir expansionniste.
- Enfin, si les impérialismes manipulent et utilisent partout en Afrique les ethnicismes, les intégrismes, les terrorismes à leur profit, ils ne les inventent pas : les politiciens africains qui cultivent démagogiquement ces haines entre peuples, religions et cultures ont une grande responsabilité dans les conflits impérialistes et doivent être dénoncés.

Francis Arzalier

Références bibliographiques

- 1) Informations et commentaires, n° 127, avril-juin 2004-
- 2) Revue Jeune Afrique. L'Intelligent, n°2291, 5 au 11 décembre 2004
- 3) Pascallon (direction de) La politique de sécurité de la France en Afrique. L'Harmattan 2004. P. Bohn, sur la genèse du NEPAD
- 4) Pascallon. Déjà cité, J.P. Benoit, sur les liens économiques franco-africains
- 5) Pascallon, déjà cité. Relations militaires franco-africaines
- 6) Extrait d'un ouvrage collectif à paraître en 2005 au Temps des Cerises sur « Les conséquences de la disparition de l'URSS en Afrique ».
- 7) Pascallon déjà cité. P.A. Wiltzer, sur le commerce africain.
- 8) Pascallon, déjà cité, Abdou Fall, J.P. Benoit, Scarbonchi, Dumoulin, sur les actions européennes en Afrique.
- 9) Monde diplomatique. Juillet 2004. P. Abramovici. Activisme militaire de Washington en Afrique.
- 10) Pascallon, déjà cité, W. Cosby, sur « l'aide militaire » US
- 11) Monde diplo Juillet 2004. Abramovici déjà cité,
- 12) El Watan. 2 mars et 16 août 2004. S. Tlemçani et A. Kharief.
- 13) Aujourd'hui l'Afrique 93. Septembre 2004, Communiqué AFASPA sur le Rwanda 10 ans après le génocide.
- 14) Aujourd'hui l'Afrique 94, décembre 2004, communiqué AFASPA sur les événements du Darfour-Soudan.
- 15) Revue des deux mondes. Mars 2004. V de Marsangy, sur l'Ethiopie.
- 16) Débat sur les événements de Côte d'Ivoire – Aujourd'hui l'Afrique 95 – février 2005.